



Contre le « Pacte pour l'euro » et l'austérité à vie

Après le « printemps arabe », un été européen ?

Le « Pacte pour l'euro », qui durcit drastiquement le « pacte de stabilité », va sans doute être adopté au Parlement le 23 juin et au Conseil des chefs d'État et de gouvernement le 24 juin. Une adoption au pas de charge : débats court-circuités en commission parlementaire, agenda surchargé pour les négociateurs, inflexibilité du Conseil européen. Dans la continuité, le gouvernement français veut faire voter par le Parlement une réforme constitutionnelle qui exigerait de tendre vers l'équilibre budgétaire en tout temps et à tout prix.

Douleurs et misère pour les populations

Le silence médiatique assourdissant, et l'absence de débat public autour de ces réformes, contrastent avec leur importance décisive : les politiques d'austérité deviennent une obligation permanente, assortie de sanctions automatiques pour les « mauvais élèves » qui n'adopteraient pas la pseudo-« rigueur », à savoir la réduction des salaires, les coupes dans les services publics et les prestations sociales, la précarisation du travail, une fiscalité encore plus favorable aux grandes entreprises.

Ces mesures sont à la fois injustes et inefficaces : elles veulent faire payer aux peuples le prix de la crise en enfonçant l'économie dans la récession, cependant que la régulation du secteur bancaire et financier – responsable de la crise – piétine. L'aggravation de la crise sociale pourrait renforcer les courants xénophobes, qui ont le vent en poupe. Mais ce vent commence peut-être à tourner sous la pression des luttes populaires.

Agir ensemble en Europe

Des mouvements massifs de protestation et d'exigence démocratique sont apparus en Espagne, en Grèce, au Portugal, au Royaume-Uni, après le mouve-

ment de l'an dernier en France. Ces mouvements commencent à se développer à l'échelle européenne. Les indignés espagnols appellent à se mobiliser, le 19 juin, en amont du Conseil européen, pour une véritable démocratie en Europe et contre le Pacte pour l'euro. Des indignés d'autres pays européens se joindront à cette action notamment en Grèce et en France. La Confédération européenne des syndicats organise une journée d'action le 21 juin pour s'opposer aux politiques d'austérité, avec une manifestation au Luxembourg, pays du président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker.

Mettre la (contre) révolution Barroso sous les projecteurs

Barroso se vante de mener une « révolution silencieuse » : nous voulons au contraire faire du vacarme autour de ces projets désastreux pour les peuples. Les grandes formations politiques européennes doivent entendre la voix de la contestation grandissante qui s'élève en Europe. Attac agit dans ce sens, par exemple par la pétition du réseau des Attac d'Europe (<http://www.oureurope.org/>). La résonance des mouvements populaires a d'ores et déjà poussé les partis socialistes et verts européens à une expression publique contre la nouvelle gouvernance économique européenne (<http://www.changeforeurope.eu/fr>).

À la veille du vote du Parlement européen sur la nouvelle gouvernance économique, Attac France interpellera de nouveau les partis politiques en organisant une réunion publique avec des responsables des formations de gauche représentées au Parlement européen : quelle critique de cette nouvelle gouvernance économique qui épargne les marchés financiers, et écrase les peuples ? Quelles alternatives pour demain ?

**À Paris le 23 juin à 18h
Bourse du travail,
rue du Château d'eau, 75010 Paris.
M° République**